

IMAGES EN BIBLIOTHÈQUE, IMAGES DE BIBLIOTHÈQUES*

A propos d'une ancienne querelle, toujours moderne, entre les Anciens et les Modernes...

« Quand ces derniers Livres furent admis dans les Bibliothèques publiques, je me rappelle avoir dit à plusieurs personnes compétentes à quel point j'étais certain qu'ils engendreraient de graves dissentiments où qu'ils vinssent, à moins qu'on ne prît des précautions infinies ; et je conseillai en conséquence que l'on couplât deux par deux les champions opposés et correspondants des deux partis différents, ou encore qu'on les mélangeât de telle façon que, comme des poisons contraires, leur malignité pût être employée dans leurs propres rangs. »

SWIFT

Récit complet et véridique de la bataille livrée vendredi dernier entre les livres anciens et les livres modernes dans la Bibliothèque Saint-James.

L'ENQUÊTE

En 1978-1979, à la demande de la Direction du livre, le Groupe interuniversitaire de documentation et d'enquêtes sociologiques (GIDES) a réalisé, sous la direction de J.-C. Passeron, une enquête d'évaluation et d'analyse portant sur l'introduction d'une documentation audiovisuelle dans huit bibliothèques publiques : Caen, Cambrai, Castres, Chaville, Évry, Grenoble, Toulouse-Empanot et Villé¹. Combinant différents modes de recueil et de traitement des données, tant « quantitatives » que « qualitatives », la démarche de cette recherche est exposée dans deux

volumes de compte rendu². On n'en présente ici que quelques résultats susceptibles d'être détaillés dans les limites d'un résumé.

L'enquête avait d'abord pour objectif pratique, en procurant à l'Administration centrale ainsi qu'aux conservateurs des informations sur la variation des attitudes et des goûts du public en fonction des formes et des conditions d'une offre de documentation audiovisuelle, de guider la généralisation de l'expérience durant les années suivantes. Mais la situation d'*expérimentation sociale* créée dans l'espace des bibliothèques où se trouvaient ainsi introduites des technologies et des formes de communication généralement associées à d'autres lieux, d'autres pratiques et d'autres représentations sociales, était assez suggestive pour justifier une diversification des mesures et des observations capables de tester toute une série d'hypothèses en sociologie de la culture.

Quelle est l'action des appartenances de classe et des statuts sociaux ainsi que du niveau ou de la filière d'études sur la formation des différents types et des différentes intensités de la demande culturelle ? Comment varient les effets d'une offre culturelle selon les espaces concrets où elle se déploie, selon sa proximité ou sa distance aux frayages coutumiers, selon les conditions de réception du message ménagées par le dispositif technique ainsi que selon les possibilités de choix offertes aux différents publics par la catégorisation des contenus (titrages et cata-

* On trouvera les graphiques et tableaux qui accompagnaient ce texte et qui n'ont pu, pour des raisons de composition, être reproduits ici, dans la publication de même titre, *GIDES Document n° 3*, Paris, janvier 1982.

1. L'expérience conduite par la Direction du livre consistait à doter chacune de ces bibliothèques de 2 postes vidéo (1 et 3 dans deux cas particuliers), d'un fonds-standard d'une centaine de films ainsi que de 2 ou 3 grandes visionneuses à diapositives ; les bibliothèques ont constitué librement et donc différemment leur fonds de diapositives.

2. J.-C. PASSERON, M. GRUMBACH *et al.* (M. BERNARD, A. KADRI, J.-P. MARTINON, M. NAFFRECHOUX, P. PARMENTIER, F. PORTO-VAZQUEZ, F. de SINGLY), *L'œil à la page : enquête sur l'introduction d'une documentation audio-visuelle dans huit bibliothèques publiques*, 3 vol. (474+448+44 p.), GIDES, Paris, 1980 ; 2^e édition corrigée, 2 vol., 1981.

logage) ou l'accessibilité des supports (rangement et distribution spatiales)? Y a-t-il ou non cohérence des consommations culturelles dans les différents groupes sociaux lorsque varient les espaces de comportement et les moments de la pratique, les supports et les codes de la communication culturelle? Quelles relations existe-t-il entre les configurations de préférences propres aux différents groupes et les fonctions sociales de leur pratique culturelle, tout particulièrement celles que définissent les rapports au travail ou au loisir? Dans un même groupe les préférences pour un style ou un genre, un thème ou un motif, une forme narrative ou un contenu documentaire, varient-elles décisivement lorsqu'on passe des messages écrits aux messages imagés? La frontière qui sépare ces deux types de communication serait-elle le Rubicon qu'il suffirait de franchir pour voir s'abolir différences de classe et ségrégations culturelles?

Plus généralement, sur un « terrain » où canaux, médias et codes de la communication se trouvaient à la fois diversifiés et différemment associés, en même temps que l'on pouvait observer, pour différents messages, les variations de la composition sociale des publics et de l'intensité de leurs pratiques, l'enquête procurait des occasions multiples d'opérer, dans l'ensemble des facteurs qui font le « succès » d'une communication culturelle, un partage entre ce qui revient aux contraintes du *canal sensoriel*, aux caractéristiques du *médium*, au contenu du *message* ou aux exigences du *code* et ce qui revient aux fonctions sociales que les *appropriations* et les *exclusions* sociales — avec les représentations de « légitimité » qui les accompagnent — imposent à tout message quel que soit son dispositif d'acheminement et son code d'émission. Bref, c'était l'occasion ou jamais, en la soumettant à l'épreuve de la mesure et de l'observation systématiques, de se demander ce qui est spéculation métaphysique et ce qui est constatation empirique dans la trop fameuse opposition entre « culture du livre » et « civilisation de l'image ».

LES BIBLIOTHÈQUES DE L'EXPÉRIENCE

Elles avaient en commun, par la composition de leur public, leur offre et leur fonctionnement, toute une série de traits qui les prédisposaient sans doute à accueillir favorablement une expérience « audiovisuelle »¹.

1. Nous dirons ici « AV » pour être bref, y gagnant de surcroît d'échapper à l'ambiguïté de cette expression bizarrement forgée d'« audio-visuel » : l'écrit est au moins aussi « audio-visuel » que n'importe quel autre code et bien des médias dits « audio-visuels » ne sont que l'un ou l'autre. Il faut reconnaître à la décharge de cette expression que chacun voit bien les médias qu'elle désigne, mais cela ne la justifie guère de les désigner aussi inexactement.

Des bibliothèques qui ont en commun tout un ensemble de traits

Si on compare, à partir des statistiques administratives disponibles, les bibliothèques qui ont été choisies et/ou se sont proposées pour tenter l'expérience AV avec un échantillon national de bibliothèques-témoins², on aperçoit immédiatement ce qui faisait l'originalité des premières :

1) Une offre plus « moderne » : 7 sur 8 des bibliothèques de l'expérience AV par exemple étaient déjà dotées d'un service de prêt de disques, alors que dans l'échantillon-témoin un tiers seulement est dans ce cas.

2) Le public inscrit dans les bibliothèques AV se recrute davantage a) parmi les personnes exerçant une activité professionnelle (44 % contre 36 %), b) lorsqu'il s'agit d'« actifs », davantage dans les classes moyennes (40 % contre 26 %) et c) lorsqu'il s'agit d'« inactifs », davantage chez les scolaires et étudiants (73 % contre 61 %), c'est-à-dire beaucoup moins chez les retraités et femmes au foyer.

3) Les usagers des bibliothèques AV qui empruntent en moyenne moins de livres (16 par an et par personne contre 22 dans l'échantillon-témoin) sont davantage portés à l'utilisation sur place des services ; lorsqu'ils empruntent c'est plus souvent des ouvrages documentaires ou techniques (54 % des prêts contre 39 %).

Ces traits et quelques autres sont ceux des groupes les plus favorables à l'innovation culturelle : l'enquête a montré ultérieurement que les groupes ainsi sur-représentés dans les bibliothèques AV (« actifs » des classes moyennes et « inactifs » scolarisés) étaient justement les plus portés à utiliser le service AV. Les bibliothèques de l'expérience disposaient donc du public potentiel le plus favorable à leur entreprise, en même temps qu'elles présentaient elles-mêmes le fonctionnement le plus éloigné du type traditionnel de la bibliothèque « de passage », spécialisée dans la fonction du prêt d'ouvrages romanesques. *La volonté innovatrice n'est donc pas apparue par hasard.*

Mais aussi des bibliothèques qui se laissent distinguer entre elles par des caractéristiques de leurs publics

Le traitement systématique des réponses à l'un des deux questionnaires³ a permis de construire une *typologie multi-dimensionnelle* qui oppose et associe

2. Échantillon constitué de 22 bibliothèques totalisant 114 284 inscrits et tirées au hasard dans une strate définie par des critères de taille et de répartition géographique la rendant comparable.

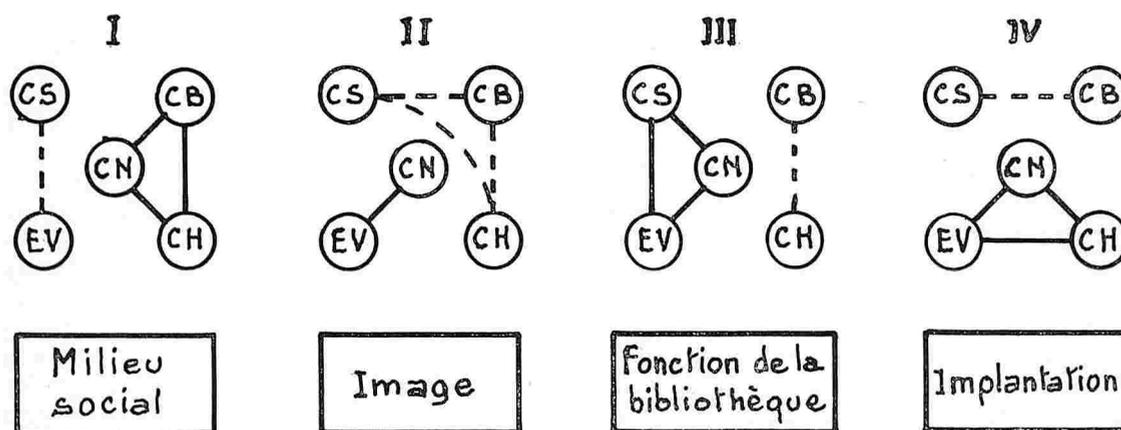
3. Outre le recensement de la rotation des documents AV, deux questionnaires ont été utilisés. Le plus classique a été administré par les sociologues eux-mêmes à un échantillon à quotas raisonnés d'utilisateurs de la bibliothèque (N = 348) dans 5 villes (QCC). L'autre a été rempli en libre-accès (LA) dans 7 villes et a surtout été utilisé pour l'analyse factorielle des représentations de la bibliothèque et du service AV (N = 361).

différemment les bibliothèques AV selon *quatre principes* rendant compte de l'essentiel des variations constatées dans les réponses de leurs usagers.

1) Le premier principe correspond au *volume des biens culturels accumulés à domicile*. Les villes se trouvent réparties en deux groupes et, presque toujours, classées dans le même ordre par tous les indicateurs qui mesurent la tendance (et la capacité monétaire) des usagers à thésauriser des instruments culturels, que ceux-ci soient supports et symboles de la culture la plus traditionnelle ou du modernisme technique le plus sophistiqué : taille de la bibliothèque personnelle comme de la discothèque, possession de livres d'art ou d'albums de grands photographes aussi bien que d'une chaîne Hi-Fi ou d'équipements audiovisuels coûteux, etc.

On voit sur les quatre graphes ci-contre qui résumement, pour les 5 villes du questionnaire QCC, proximités et différences dégagées *a posteriori*², que les bibliothèques ne se situaient pas indifféremment dans le regroupement qui, en chaque graphe (1, 2, 3, 4), rassemblait les chances *a priori* les plus fortes de faire le succès de l'expérience AV : fort capital culturel lié au milieu social, goût des images, utilisation durable de l'espace de la bibliothèque, implantation en grande métropole. Certaines sont plus constamment du « bon côté » : les variations constatées, d'une ville à l'autre, se sont conformées aux prévisions autorisées par ce schéma, confirmant ainsi le rôle déterminant, pour la conversion à une pratique AV en bibliothèque, des facteurs qu'il isole par l'« analyse écologique ».

GRAPHIQUE I
La typologie des bibliothèques AV¹



2) Le deuxième principe correspond à un *intérêt déclaré et pratiqué pour le cinéma et l'image en leur forme cultivée voire érudite*. C'est une autre classification des villes qu'opèrent les réponses exprimant ce choix culturel, par exemple la possession et le rangement d'albums BD ou la forte culture cinéphilique.

3) Le troisième principe oppose encore autrement les bibliothèques entre elles selon que l'*emprunt* (lié au passage rapide) ou l'*utilisation sur place de leurs services et de leur espace* (liée au séjour prolongé) représentent la pratique prédominante de leurs usagers.

4) Enfin, un quatrième principe oppose les bibliothèques de grandes villes (ou de région parisienne) aux bibliothèques de petites villes provinciales, par toute une série de pratiques culturelles et de goûts qu'encouragent ou que dissuadent à des degrés différents les *équipements propres à des agglomérations de plus ou moins grande taille*.

L'ESPACE DE L'OFFRE ET LES CIRCUITS DE LA RÉPONSE

Lorsqu'il s'agit de « biens culturels », la manière d'offrir est partie intégrante de ce qui est offert à « consommer ». Le sens des messages culturels, qui se fonde toujours dans un symbolisme social de la culture, ne saurait en effet être dissocié des conditions concrètes de leur délivrance : lieux et dispositifs de la communication, appropriations de l'espace d'offre ou modèles et rythmes de sa fréquentation, images sociales qui marquent objets, trajets et temps de la consommation, fonctions sociales qui trouvent à se satisfaire dans une consommation placée par définition sous le regard d'autrui.

2. C'est-à-dire sans l'intervention d'aucun *a priori* dans l'interprétation des corrélations, puisque la sélection des profils est obtenue mécaniquement par simple permutation des lignes et colonnes d'une matrice contenant toute l'information : cf. P. Bertin, *Sémiologie graphique*, Gauthier-Villars, Paris, 1967.

1. Abréviations : CN = Caen ; CB = Cambrai ; CS = Castres ; CH = Chaville ; EV = Évry.

Dès lors qu'on se donne par l'observation de type ethnographique et l'entretien les moyens d'interpréter mesures et comptages, l'expérience de l'AV en bibliothèque permet d'apercevoir ce qu'a d'illusoire, dans le cas de la « consommation culturelle », l'abstraction économiste d'un « marché » qui se tiendrait nulle part ou partout et sur lequel offre et demande, coûts et profits viendraient se confronter abstraitement.

Même le coût le plus facilement quantifiable d'une pratique culturelle non onéreuse, celui qui mesure le « temps consenti », n'est jamais sociologiquement amorphe : la « valeur » du temps consenti à la bibliothèque par la femme au foyer n'est pas commensurable à celle qu'il a pour le retraité ; le temps du lycéen n'a pas les rythmes de celui de l'étudiant ; chez les « actifs » le *tempo* du loisir de prestige n'est pas celui du loisir « touche-à-tout » ou celui du loisir « à marotte » ; celui de l'érudition ou de l'autodidaxie n'est pas celui de l'évasion ou de l'oubli.

Sans entrer dans le détail des variations sociologiques du processus d'appropriation d'un service AV en bibliothèque (boulimies ou inhibitions, circonspections ou conversions, détournements ou usages bien tempérés) tels que permet de les appréhender une comparaison méthodique des observations réalisées sur le terrain¹, retenons-en les résultats les plus constants.

Il n'y a pas de définition sémiologiquement pure du « pouvoir » d'un code ou d'un médium

Autrement dit, il n'existe pas de définition *techniquement neutre* d'un moyen de communication ou d'un genre de message, indépendamment de sa *définition sociale*, ou, plus précisément, des différentes définitions sociales de son usage qui entrent en concurrence pour définir son sens et ses effets, chacune ayant à connaître — même quand elle se refuse à la reconnaître — la loi hiérarchique de la « légitimité culturelle ». Observations et entretiens illustrent à satiété le caractère sophistiqué du slogan cher à McLuhan — « le message c'est le médium » — bien trop joli pour être honnête.

Le message, c'est tout autant ce que les « circonstances » de la réception font entendre au récepteur et, surtout, ce que les intérêts ou les capacités symboliques des récepteurs font dire au médium et au message. Le sens de toute information est sans cesse remis en jeu en toute relation sociale et par toutes les relations sociales.

1. L'observation standardisée — et pour partie quantifiée — des comportements d'approche et d'usage a eu lieu dans 5 villes pendant la période de rodage du service ; elle a pris une forme quasi ininterrompue sur 2 villes. Les entretiens réalisés auprès des utilisateurs comme des non utilisateurs sont au nombre de 70 dont 46 ont été analysés méthodiquement.

1) *L'espace d'une offre de communication a déjà communiqué quelque chose avant tout message*

Autant que les contraintes du canal ou du code (écriture ou icône, image mobile ou non, image muette ou accompagnée d'un texte oral ou écrit) le *dispositif de communication* et les conditions de réception déterminent la réponse au message. N'oublions même pas le mobilier : chaises et fauteuils ont autant fait que les exigences intrinsèques du visionnement de l'image vidéo ou diapo pour différencier *postures* de réception, *gesticulations* et *déplacements* devant les appareils, *distance à l'écran* et *commentaire gestuel* de l'image.

L'espace de la bibliothèque choisi pour y implanter le service AV a « marqué » son *image sociale* et sélectionné différenciellement ses publics : l'installation « du côté du Disque » n'a pas eu les mêmes effets que son intronisation « du côté du Livre » ; même du côté le plus « légitime », le « coin des périodiques » ajoute une nuance différente de celle de la « salle de lecture » ou de la « salle de prêt ».

Autre indice : la *norme implicite de discrétion*, qui exclut chez la plupart des usagers d'une bibliothèque la manifestation d'une curiosité pour les emprunts de livres par autrui — corollaire du désir de voir respecter le secret des leurs — s'est affirmé, en se transposant, dans le cas du service AV, en dépit du dispositif qui rend inévitablement patent le document visionné. Par la distance qu'ils maintiennent, la brièveté du coup d'œil, l'hésitation à s'agréger, les curieux manifestent leur respect du caractère privé de la consultation, cependant que les visionneurs tendent à privatiser l'espace de leur visionnement par le marquage de la place ou la fermeture du groupe et, surtout, comme le montrent les relevés quantitatifs, en choisissant les visionneuses les moins « exposées ».

2) *La force d'imposition d'un message passe par les voies que lui frayent fonctions et relations sociales pré-existantes*

Si le sens d'un message est toujours fonction de ses conditions de réception, celles-ci ne prennent à leur tour un sens, pour une catégorie donnée, que par référence à ses modèles, déjà constitués, de sociabilité et de communication.

a) Les *lieux* d'une bibliothèque ne sont pas seulement les espaces fonctionnels que dessine le fonctionnement technique de l'institution : les zones de familiarité ou de gêne, d'appel ou d'évitement, sont pour chaque groupe *marqués* par les caractéristiques d'âge et de sexe de leurs utilisateurs majoritaires, par leur allure d'usagers légitimes ou d'intrus, par leurs habitudes de « séjournants » ou de « passagers ». Distinction d'autant plus importante que les séjournants marquent davantage de leurs caractéristiques les espaces qu'ils occupent : les femmes, par exemple, plus nombreuses à s'inscrire et à emprunter mais qui ne sont que des « passantes » n'ont qu'un faible poids dans la statistique intuitive où s'alimente la géographie imaginaire des usagers d'une bibliothèque. Retraités, longs séjournants du coin des

périodiques ou lycéens-ventouses de la salle des lecteurs sont au contraire de forts « marqueurs ». La définition du service AV et surtout de la diapo a été d'emblée influencée par la présence majoritaire et la visibilité de groupe des lycéens.

b) Les schèmes de la *manipulation technique*, les comportements de *choix et d'emprunt*, les types de *sociabilité autour des appareils* doivent moins aux exigences techniques des dispositifs ou des documents qu'au *transfert de modèles de pratiques* déjà élaborés au contact d'autres services de la bibliothèque ou en dehors d'elle. Chaque catégorie a tendu à transposer les modes d'accès ou de consultation qui lui étaient habituels, ses timidités aussi. De même, ce n'est guère l'efficacité spécifique d'un médium qui fait ou défait les sociabilités — l'image étant par exemple censée favoriser une communion sociale plus intense que le tête-à-tête avec le livre. En fait, qu'il s'agisse de fréquentation collective de la bibliothèque (groupes familiaux ou bandes de lycéens), de rencontres d'habitues, ou même des agrégations apparemment les plus spontanées, les visionnements collectifs n'ont fait le plus souvent qu'actualiser des *sociabilités préexistantes* (groupes de pairs, couples, tutelle des parents sur les enfants) ou, à tout le moins prévisibles, puisqu'elles se sont développées selon des frayages avérés : proximités d'âge ou d'occupations.

c) Par sa généreuse indétermination, l'expression d'audiovisuel a favorisé la *projection des représentations* les plus diverses sur le nouveau service. Si l'ombre portée de la télévision sur la vidéo est évidente chez les non-utilisateurs, chez les forts utilisateurs au contraire, c'est l'image de fonctions en tous points opposées à celles de la TV à domicile dont on crédite la vidéo, symbole de choix averti et de moyen prestigieux de documentation. Marquée par sa divulgation multiforme — des usages pédagogiques aux cérémonies familiales de la photo — la diapo se prête, elle, à un ensemble kaléidoscopique de représentations éclatées : il y en a pour tous les phantasmes et tous les usages, pour tous les publics.

Le « libre-accès » a, comme toute liberté formelle, le contenu que lui désignent les pesanteurs sociologiques

La liberté d'accès aux carrousels de diapos ou aux fantômes de films-vidéo sur les rayons exige, pour « libérer » la demande, la maîtrise d'un système de rangement, que ce soit dans l'espace du rayonnage ou dans l'étendue du catalogue. La connaissance différentielle selon les publics du système de classification et de manipulation des instruments de communication a filtré la demande potentielle, selon des lois en gros comparables à celles qui gouvernent l'utilisation des livres. Le libre-accès dont le but idéal est *l'autonomie de la demande* n'en est pas le moyen magiquement efficace : son succès exige des usagers, à défaut de la connaissance de la *carte*, celle du *territoire* ; à défaut du capital culturel,

inégalement réparti on le sait, un capital de familiarité indigène avec le lieu et les choses, différemment mais inégalement réparti lui aussi.

L'interprétation d'un message iconique tend toujours à chercher confirmation et ré-assurance dans le langage : bande-son, livret ou commentaire oral.

La question la plus simple posée par une image, l'identification de ce qu'elle « représente » (question « iconographique ») fait déjà intervenir, on le sait depuis Panofsky, habitudes et repères culturels de la perception, en même temps qu'elle appelle une garantie sociale de l'interprétation. L'univers-nébulose des images reproduites en série ne procure pas (ou pas encore), comme l'univers du livre, de systèmes largement reconnus et pratiqués de catégorisations par le genre, de hiérarchisations apprises ou d'indexations par le nom propre, bref n'offre au spectateur qu'une prise « iconologique » fluctuante. Différence toute sociale, extrinsèque à l'image elle-même, mais qui conditionne directement, dans le cas des messages iconiques, l'appel, observable chez tous les récepteurs, à des codes non iconiques qui, dans l'image, à côté d'elle ou dans ce qu'on en dit, disent avec elle et souvent pour elle ce qu'elle « veut dire ».

L'enquête a fait constater *l'importance du commentaire, sonore ou imprimé, libre ou imposé* qui est ici seul à même titre ce qu'il faut voir, de communiquer le sens en l'exprimant. Si nul visionneur de film-vidéo ne se prive volontairement du son et si l'impossibilité de « se brancher » sur un casque rend le film presque « invisible » au passant qui ne fait que l'effleurer du regard, en revanche le refus du livret accompagnant un carrousel-diapo a plusieurs significations : chez les spécialistes, qui se complaisent à en souligner les défauts, le dédain du livret perçu comme infra-livre affirme ostentatoirement — souvent à destination d'auditeurs admiratifs — la supériorité du commentaire de « connaisseur ». *L'abandon du livret*, fréquent chez les jeunes et les moins liseurs, s'avoue vite comme abandon du sens : la projection des diapos restantes s'interrompt ou s'accélère dans la distraction ou le commentaire

TABLEAU 2

La taille du groupe, le livret et la prolongation du visionnement

<i>Visionnements</i>	<i>Avec livret</i>	<i>Sans livret</i>	<i>Nombre moyen de carrousels par visionnement</i>
	(%)	(%)	
Individuels	73	27	1,7
A 2	64	36	2,5
A 3	33	67	1,4
A 4 et plus	0	100	1,0
Total	58	42	1,8

saugrenu. Preuve de son rôle sémantique constitutif dans le rapport à l'image, *le recours au livret* tend, lorsqu'il est pratique réelle et non feuilletage symbolique, à accaparer la plus grande partie du temps de visionnement, arrivant à la limite à se substituer au regard sur l'image, réduit au rôle de simple ponctuation de la lecture. Enfin, preuve qu'autour de l'image, un langage ne peut s'effacer qu'au profit d'un autre, *le livret, majoritairement présent dans les visionnements individuels, tend à disparaître dans les visionnements collectifs*, pour céder la place au commentaire oral, qui, ludique ou sérieux, hiérarchique ou égalitaire, turbulent ou organisé, représente toujours une manière d'appropriation et de s'appropriation l'image. Un comptage par sondage réalisé au cours des observations donne une indication de ces tendances : c'est à plus de deux que s'affirme la pente à visionner sans livret.

COMPTEURS ET PALMARÈS : COMMENT A TOURNÉ LE SERVICE AV ?

Sondages et recensements¹ fournissent ici des données comptables assez sûres tant sur les taux d'utilisation globale selon les villes et les moments de l'année que sur les préférences pour la vidéo et la diapo ou sur les différentes catégories de documents demandées pour l'un ou l'autre médium.

Les variables de l'intensité

Une mesure directe, réalisée par sondage aléatoire sur le flux des entrants en bibliothèque, permet d'estimer que, un mois et demi après l'ouverture, plus de 20 % des entrants avaient déjà utilisé sous une forme ou sous une autre le service AV².

1) *Les variations de ville à ville*

Les tableaux récapitulatifs issus du relevé des sorties de documents, réitéré pendant 7 mois, permettent de commenter une série de mesures construites qui, tant à la vidéo qu'à la diapo, saisissent toutes un aspect différent de l'offre ou des facteurs

1. La mesure de l'intensité et de la répartition des sorties de documents AV a été réalisée dans 6 (et pour la vidéo 7) villes par un recensement exhaustif des titres pendant 6 séquences hebdomadaires de décembre 1978 à juin 1979 (N = 3 027 films visionnés, N' = 994 carrousels visionnés). Ces bulletins de recensement quotidien (BRQ), qui n'ont pu être remplis que grâce à la collaboration dévouée des préposés AV des bibliothèques, ont été transformés, sur 2 séquences en micro-questionnaires administrés en ce cas par des sociologues, pour appréhender les caractéristiques sociologiques des visionneurs (BRQ soc.).

2. On peut rapprocher ce taux de 23 % de celui des emprunteurs de disques parmi les inscrits qui, dans les bibliothèques où ce calcul est possible, va de 12 à 20 %.

différents de la réponse des usagers. Il serait évidemment vain de prétendre tirer de la manière dont ces taux d'utilisation classent les villes (d'ailleurs différemment selon les indices) quelque jugement que ce soit sur la stratégie d'offre des bibliothèques : les bibliothèques ne sont ni des personnes ni des entités mais représentent, dans cette analyse des articulations originales des variables tant de l'offre que de la demande. Sans détailler les inférences que permet d'opérer l'examen comparatif de la variation des classements de villes selon les indices, retenons que :

a) *Le volume du temps utilisable offert est le principal aspect de l'offre agissant sur l'intensité d'utilisation.* Pour les deux médias, l'utilisation augmente, d'une ville à l'autre, plus que proportionnellement à l'offre temporelle, comme s'il existait un seuil au-dessous duquel l'usage était dissuadé.

b) *La taille du fonds est dans l'offre moins importante que son adaptation à la demande.*

Le fonds disponible était le même dans le cas de la vidéo, mais on voit dans le cas de la diapo que l'ordre des villes selon l'utilisation pondérée par le fonds (T'2) ne modifie pas l'ordre résultant du taux d'utilisation de l'offre temporelle (T'1). La *durée des films-vidéo*, qui variait ici d'une dizaine de minutes à une heure, s'est révélée sur cet intervalle, un facteur négligeable de la variation de l'usage. Au contraire l'analyse des préférences comme l'examen des *indices de concentration* des choix montrent les rapports étroits entre la composition du fonds et l'intensification de l'utilisation : en règle générale l'intensité de l'usage se gagne davantage par la *réitération des mêmes choix* (effet-champion de quelques titres) que par l'extension de *l'exploration du fonds* ; ce phénomène est particulièrement accentué dans le cas de la diapo.

c) Mais ce sont les *caractéristiques du public (taille et composition sociale) qui, plus que les caractéristiques de l'offre, pèsent sur le volume de l'utilisation.*

La preuve en est que la pondération des taux d'utilisation par un coefficient mesurant la taille du public potentiel est l'opération qui réalise la plus forte réduction des écarts entre les villes : la variation devient alors presque nulle pour la vidéo ; le résidu de variation à expliquer est plus important pour la diapo, parce que les variations de la composition sociale du public des bibliothèques, qui conditionnent les propensions à utiliser l'AV, jouent un plus grand rôle dans le cas de la diapo que de la vidéo. Cette *convertibilité différentielle* des publics à l'AV confirme finalement le rôle des facteurs qu'isolait ci-dessus la typologie des bibliothèques construites à partir des caractéristiques de leurs publics.

2) *Les variations dans l'usage de la vidéo et de la diapo*

Qu'on la mesure à la curiosité des usagers (comportement exploratoire du fonds), à l'empressement lors de l'inauguration, ou au temps pendant lequel

les appareils ont fonctionné, l'installation de la vidéo a eu plus de force attractive que la diapo.

Sur l'ensemble des villes et au bout du compte, la récapitulation montre :

a) Que si le nombre moyen de documents ou de visionnements à l'heure est évidemment plus élevé pour les carrousels 2,4 contre 1,5, tant à cause de leur longueur moyenne que de la possibilité d'interrompre ou d'accélérer la passation, *le taux moyen d'utilisation de l'offre temporelle est nettement plus fort pour la vidéo où il s'établit à près de 50 % que pour la diapo (14 %) : les appareils-vidéo ont tourné pendant la moitié du temps disponible.*

b) Que, si du point de vue des stocks le fonds diapo a été plus exploré que le fonds vidéo (43 % contre 33 %), *du point de vue du comportement exploratoire* (exploration pondérée par le nombre de visionnements), c'est au contraire la vidéo qui appelle davantage ce comportement (0,62 contre 0,51).

Les choix de contenus

L'effet-vedette de quelques titres qui culminent partout dans les palmarès ne doit pas dissimuler l'organisation plus générale des préférences, qu'on peut analyser par l'examen de la *sous-représentation et de la sur-représentation des catégories de documents sortis par rapport à leur poids dans le fonds.*

1) Les hiérarchies de préférences à la vidéo

On voit sur les histogrammes qui visualisent les sous- et les sur-représentations que 3 catégories de films-vidéo ont connu un succès général ou quasi-général.

a) Le succès des « Sports » repose d'une part sur un petit lot de films « tous publics », mais aussi et surtout sur la diversité des intérêts symboliques que cette catégorie parvient à satisfaire en juxtaposant sports « nobles » et sports « inhabituels » qui, en l'absence de films correspondant à des sports à public populaire, pourraient bien avoir constitué le *choix de substitution* des plus défavorisés.

b) L'« Histoire politique » qui, dans l'ensemble est sur-représentée dans les sorties là où les « Sports » le sont le moins, suppose l'existence d'une attitude intellectuelle — faite à la fois d'informations et de sensibilisation idéologique, voire d'effets de mode — qui sépare les grandes villes et la région parisienne des petites villes provinciales où la sortie des films de cette catégorie est sous-représentée.

c) La série « Naissance » illustre par son succès, bien réparti géographiquement, un effet intéressant pour la théorie de la réception, celui de la pluralité des « lectures » et des fonctions d'un même message selon les publics, depuis les curiosités des plus jeunes lycéens en quête de transgression jusqu'aux intérêts professionnels des personnels para-médicaux et au sérieux militant ou scolaire.

d) Le succès des « Sports », de l'« Histoire politique » comme l'insuccès relatif des films d'« Histoire scolaire », de « Géographie-ethnographie » ou de « Gestion » (sous-représentation frappante quand on sait le poids des scolaires dans les visionneurs) témoignent des fonctions que les usagers qui ont fait sa réussite d'ensemble confèrent à la vidéo en bibliothèque : c'est dans le double registre du *divertissement cultivé* et de la *culture d'actualité* que les usagers voient la vocation de ce médium.

e) D'autres mesures amènent cependant à nuancer les constats précédents qui expriment une tendance d'ensemble. Le constat s'inverse en effet chez les très forts utilisateurs : *la part de l'« Histoire politique » comme celle de l'« Histoire scolaire » croissent avec l'intensité de l'utilisation* (de 24 % chez les faibles visionneurs à 36 % chez les forts visionneurs pour la première catégorie et de 15 % à 27 % pour la seconde) tandis que décroît la part des « Sports » (de 30 % à 18 %).

2) Les hiérarchies de préférences à la diapo

TABLEAU 3

Classement des catégories diapo, de la sur-représentation des sorties à la sous-représentation

(+)	● INFORMATION - REPORTAGE
↑	● MEDIART
↑	● SCIENCES PURES
↑	● TECHNIQUE
↑	● SCIENCES SOCIALES
↑	● HISTOIRE - GÉOGRAPHIE
↑	● ART - LITTÉRATURE
(—)	● MÉTIERS - INSTRUCTION CIVIQUE

D'un traitement plus complexe — puisque les préférences étaient tributaires dans le cas de la diapo de fonds très différemment constitués d'une ville à l'autre — on peut retenir (toujours en termes de sur- et de sous-représentations relatives) :

a) Le succès, là où elle était représentée, d'une catégorie de carrousels que l'on peut regrouper sous la rubrique « Information et reportage » et qui a alimenté préférentiellement la consommation des scolaires : l'aventure en ses formes traditionnelles ou technologiques, le bizarre et le sensationnel (qu'ils relèvent de la nature ou de l'art) ont en commun de répondre à une demande juvénile de reportage spectaculaire ; ce sont les *curiosa* du monde moderne et de l'actualité.

b) Le succès de 3 catégories que certaines politiques de constitution des fonds avaient sous-estimé : « Sciences pures », « Techniques » et « Médiart ».

Si les deux premières ont rencontré la demande des spécialistes et des techniciens, elles doivent aussi leur succès chez les plus jeunes à la même demande qui s'est aussi satisfaite dans « Information et reportage ». Relativité des catégorisations : pour certains publics le goût protéiforme du merveilleux et du spectaculaire peut faire de « L'aventure Apollo », de « Volcans » ou de « Typhons » une lecture qui n'est pas celle qu'avaient prévue concepteurs et nomenclateurs.

Les carrousels classés en « Médiart », dont le succès s'est affirmé dans certaines bibliothèques, avaient en commun de mettre l'accent sur l'aspect cultivé des arts de l'Image par le traitement érudit qu'ils leurs réservaient. A l'inverse, l'insuccès général (relativement parlant) de la catégorie « Art et Littérature », fortement représentée dans certains fonds, pose un problème intéressant de non-réversibilité : pourquoi est-on comme tout naturellement conduit, quand on s'intéresse aux images, à accepter l'information érudite ou livresque sur l'image, alors que l'intérêt pour la littérature et les arts consacrés se convertit moins facilement à la mise en valeur des œuvres traditionnelles par des moyens trop modernes ? Les images sociales de l'un et de l'autre moyens de commentaire comme moyens « légitimes » de consécration y sont sans doute pour quelque chose : des arts traditionnels ou non, la légitimation la plus sûre reste, aux yeux de presque tous, de type traditionnel.

c) Au total, en dépit de la part des scolaires parmi les visionneurs de diapos, ce ne sont pas, loin de là, les matières que l'École juge les plus dignes d'être enseignées qui ont rencontré le plus de succès. Comme l'anticipation de la demande devait quelque chose au pari pédagogique, on voit apparaître en ces domaines les plus forts décalages entre la composition des fonds et la rotation effective des documents. A la diapo, ce décalage est particulièrement net dans le cas des carrousels se référant aux Arts et à la Littérature consacrés qui représentent, toutes villes confondues, 38 % du fonds et seulement 19,7 % des sorties. A la vidéo, les films qui ont un répondant direct dans les programmes ou la culture scolaires (géographie, histoire enseignée et ethnologie) représentent ensemble 42 % du fonds et seulement 25 % des sorties alors que l'« histoire chaude », liée à la contemporanéité est beaucoup plus représentée dans les sorties que dans les fonds. Il ne découle évidemment de ce constat nulle obligation pour l'offre de se calquer sur cette physiologie de la demande spontanée ; mais nul profit non plus, pour une stratégie de l'offre, à vouloir trop éluder la réalité.

GRANDS ET PETITS PAS VERS L'IMAGE : QUI A REGARDÉ QUOI ?

Divers instruments (sondage à l'entrée, BRQ soc. QCC) ont permis de préciser le portrait des utilisateurs et des non-utilisateurs, de saisir l'empressement, la réticence ou le refus des diverses catégories de publics devant le service AV, et d'esquisser la géographie sociale des préférences.

Quels sont les groupes qui ont manifesté la plus forte propension ?

1) Selon la classe sociale et le statut

Le sondage à l'entrée, un mois et demi après le début de l'expérience AV révèle une propension

très inégale des populations fréquentant la bibliothèque à devenir usagers AV.

TABLEAU 4

Parts et propensions des principales catégories de publics (1 semaine, 4 villes)

POPULATIONS	Part de chaque catégorie dans l'ensemble des utilisateurs (%)	Part des utilisateurs dans chaque catégorie (%)
<i>Scolaires-Étudiants</i>	51,0	39,6
<i>Classes populaires</i>	10,2	16,6
<i>Classes moyennes</i>	18,4	19,5
<i>Classes supérieures</i>	12,2	28,5
<i>Autres inactifs</i> — Retraités — Femmes au foyer	8,2	7,5
ENSEMBLE	100	23

La première colonne décrit la *physiologie concrète* du public des utilisateurs AV, telle que la percevait le visiteur : l'aspect *le plus visible* est le poids des scolaires et étudiants (51 %) qui a incontestablement donné au service son image de « jeunesse ».

Cette présence massive et parfois encombrante — pas plus que la part des classes moyennes qui ne fait que refléter leur représentation plus élevée que celle des classes supérieures en bibliothèque — ne doit cependant tromper. C'est en effet dans la deuxième colonne qu'il faut lire la *hiérarchie des propensions AV selon les groupes*, puisqu'elle donne, non pas la part des utilisateurs de chaque catégorie dans l'ensemble des utilisateurs, mais la part des utilisateurs *dans* chaque catégorie.

Scolaires et étudiants gardent bien la plus forte propension (40 %). Mais parmi les « actifs » (qui ont ensemble une propension de 20 % contre 7,5 % pour l'ensemble retraités-femmes au foyer), la propension à utiliser l'AV croît comme la position dans la hiérarchie sociale : 17 %, 20 % et 29 %. On est là bien plus près des régularités classiques telles que les engendre, dans les pratiques culturelles, l'inégale distribution du capital culturel entre les classes que d'une hypothétique compensation des inégalités devant le Livre par l'Image.

Femmes au foyer et retraités qui sont, on le sait par ailleurs, parmi les plus forts consommateurs de télévision à domicile fournissent la plus faible proportion d'adeptes de l'AV en bibliothèque : nouvelle confirmation que l'image est ce que la font les conditions concrètes de son acheminement.

2) Selon le sexe

L'inégale propension des deux sexes à adopter l'AV confirme encore le rapport au temps et l'orientation vers l'activisme culturel qu'impliquent son

adoption, comme d'ailleurs l'usage des autres possibilités d'utiliser la bibliothèque sur place.

Dans l'univers des bibliothèques à majorité numériquement féminine (58 % des inscrits dans les bibliothèques considérées sont des femmes), la population utilisatrice de l'AV reste, dans toutes les mesures effectuées, à dominante masculine : 63 % au moins. Cette prépondérance est d'autant plus forte que l'usage de l'AV est plus complet ou plus prolongé : il y a par exemple 80 % d'hommes parmi les utilisateurs simultanés de la Diapo et de la Vidéo. Réticence avouée devant les dispositifs techniques et dépendance du cercle domestique — dont les femmes sont le plus souvent les mandataires en bibliothèque — conjuguent ici leurs effets.

Quels sont les traits culturels associés aux différents degrés de la conversion à l'AV en bibliothèque ?

En autorisant la comparaison, sur de nombreux traits, entre utilisateurs et non-utilisateurs, entre non-utilisateurs favorables à une utilisation éventuelle et réfractaires intransigeants, ou entre faibles et forts utilisateurs, le questionnaire QCC permettait une saisie synthétique des *facteurs de convertibilité à l'AV en bibliothèque*. La comparaison des profils de ces groupes ainsi que la force de la liaison statistique qui les associe aux différents items du questionnaire (comportements, attitudes, possessions) aboutit à isoler *deux systèmes de facilitation*.

1) Le premier système facilitant l'adoption de l'AV regroupe des items mesurant la consommation, l'accumulation ou la production d'images. *Mais pas de n'importe quelles images* : pratique photographique d'ambition technique ou esthétique, visites d'images supposant choix et sorties culturelles ou encore cinéma mais accompagné d'une orientation ou de connaissances cinéphiliques. C'est par exemple *l'association du faible usage de la TV et de la forte fréquentation du cinéma* qui donne ses meilleures chances à l'usage et au fort usage de l'AV (57 % et 62 %), tandis que l'association inverse est la plus représentée dans le non ou le faible usage AV (65 % et 47 %). Plus généralement *la forte écoute de la TV à domicile est toujours un détecteur de la distance au service AV*, alors que la possession du récepteur TV est neutre.

2) Le second système de facilitation regroupe presque tous les items exprimant une forte intensité dans l'utilisation de la bibliothèque. *Mais pas de n'importe lesquels de ses services* : la lecture sur place, plus que l'emprunt, la présence dans son espace et non l'inscription, l'occupation du coin des périodiques, bref le séjour et l'appropriation informelle. Plus généralement, c'est la position haute dans *l'indice d'utilisation généralisée de la bibliothèque* qui pré-détermine les chances d'un accueil favorable à l'AV (son essai aussi bien que sa forte utilisation).

3) Si on compare l'efficace de ces deux systèmes de facilitation, c'est le système de facilitation lié aux *habitudes prises en bibliothèque* qui pèse le plus lourd, sinon sur les opinions (déclarations de prin-

cipe favorables) du moins sur les pratiques (passage à l'acte et persévérance). Ainsi, au moins dans un premier temps, la diversification des services offerts par une bibliothèque tend à produire des effets qui suivent la voie frayée par les inégalités existant déjà entre ses usagers : *le plus va d'abord au plus*. Ce qui se passe dans une bibliothèque relève d'abord de la logique de la bibliothèque. *Même venue d'ailleurs, l'Image est d'abord image-en-bibliothèque*. Sa force d'imposition doit moins au pouvoir de l'Image qu'aux suggestions multiformes des images de la bibliothèque qui hantent les bibliothèques.

Quels sont les groupes les plus convertibles à l'AV en bibliothèque ?

A tous les degrés de la conversion on retrouve les groupes que laissent prévoir les traits culturels que l'on vient de passer en revue. Si l'on s'en tient à la simple mesure des propensions au passage à l'acte, on obtient la présentation ordinale ci-dessous où les groupes composent les propensions qui tiennent au statut (scolaire ou non) et celles qu'ils doivent au milieu social¹.

TABLEAU 5

La hiérarchie des groupes selon la propension à essayer l'AV

1 — Inactifs scolarisés supérieurs	SUP	100
2 — Inactifs scolarisés moyens	MOY	90
3 — Inactifs scolarisés populaires	POP	89
4 — Actifs supérieurs	SUP	83
5 — Inactifs non-scolarisés supérieurs	SUP	64
6 — Actifs moyens	MOY	61
7 — Actifs populaires	POP	45
8 — Inactifs non-scolarisés populaires	POP	34
9 — Inactifs non-scolarisés moyens	MOY	25
Hiérarchie des propensions AV : 100 = 71 %		

Ce tableau se nuance cependant lorsqu'on examine *l'utilisation persévérante de l'AV*. Parmi les usagers de l'AV la relation entre la classe sociale des « actifs » et la pratique s'inverse : autrement dit les *propensions à l'intensité de l'utilisation* ne se hiérarchisent pas comme les *propensions à l'utilisation*. L'enquête a d'ailleurs fait voir le caractère systématique de ces renversements de relations lorsqu'on passe d'un constat de pratique en termes de oui-non à une mesure de la réitération. *Les forts pratiquants ne se recrutent pas comme les pratiquants*.

« Touche-à-tout » et « persévérants » apparaissent comme deux types culturels bien distincts qui ne se recrutent pas indifféremment selon les milieux

1. Pour obtenir la ventilation de l'ensemble de la population selon ce double critère on a, pour les inactifs non scolarisés, imputé les retraités au milieu social de leur ancienne profession et les femmes au foyer à une ancienne profession ou, à défaut, à celle de leur mari et, pour les inactifs scolarisés, imputé lycéens et étudiants au milieu social d'origine.

TABLEAU 6

L'inversion de la relation entre classe sociale et pratique de l'AV selon l'intensité

	Visionnement		
	de 1 ou 2 documents	de 3 documents et plus	
Classes populaires	29	71 ↑	100
Classes moyennes	36	64	100
Classes supérieures	56 ↓	44	100

sociaux : les « actifs » des classes supérieures manifestent une facilité dans l'approche et l'essai de l'AV qui s'accommode de l'absence d'engagement et de récidence. Au contraire, les « actifs » des classes populaires témoignent, lorsqu'ils passent à l'acte, d'une adhésion plus durable.

Quelles ont été les préférences des groupes socio-culturels ?

1) *Étudiants et scolaires, élèves du technique et des lycées*

La commodité ou la nécessité ont fait confondre jusqu'ici dans la « population scolarisée » étudiants et lycéens. En réalité ce regroupement atténue tant les propensions que les goûts des plus jeunes. Par exemple pour la propension à l'usage, l'écart est presque aussi grand des retraités aux étudiants que de ceux-ci aux scolaires. Deux catégories clivantes du goût vidéo montrent la différence d'orientation culturelle : 56 % des étudiants ont indiqué un titre d'« Histoire politique » comme leur film préféré (contre 27 % des scolaires) et 17 % seulement un film de « Sports » contre 44 % des scolaires.

Mais des différences plus intéressantes — parce qu'elles dépendent non de l'âge mais de l'environnement culturel — surgissent au sein des élèves du second degré dès qu'on prend en compte la filière ou l'établissement. Élèves du primaire, des CES ou des établissements techniques s'opposent d'abord aux lycéens par leur préférence pour les films de « sports » (43 % ou 57 % contre 21 %) ; mais la deuxième différence entre ces deux groupes est plus inattendue : les groupes-supports des pratiques les plus marquées par l'empreinte scolaire sont des élèves de l'enseignement technique, les plus proches par là des élèves de CES ou du primaire, tandis que par leur désintérêt pour l'« histoire scolaire » et leur choix massif pour l'« histoire politique » (57 %), les élèves de l'enseignement général se rapprochent des étudiants. Ils s'en rapprochent encore par leur préférence pour la vidéo. Bref, ce sont les scolaires les plus jeunes et les élèves du technique qui constituent le noyau de la population scolaire dont les comportements ont marqué (statistiquement) l'utilisation des carrousels : intensité de la consommation, indifférence aux sujets trop « intellectuels » perçus

et décrits comme « ennuyeux » ; goût du « Sport », mais aussi usage scolaire des nouveaux médias.

2) *Le choix des médias et des documents selon la classe sociale*

L'étroite colinéarité qui existe, chez les « actifs » entre la variable du niveau d'instruction et celle de l'appartenance socio-professionnelle permet les mêmes constatations sur les tableaux construits selon ces deux types de variable.

a) *Le choix du médium* : Parmi l'ensemble des utilisateurs AV comme parmi les usagers exclusifs de l'un ou l'autre médium — où se mesure le mieux la « prédilection » — apparaît nettement la *tendance des classes moyennes à préférer le visionnement de diapos*, qui les oppose tant aux classes populaires qu'aux classes supérieures (61 % contre respectivement 11 % et 36 %).

b) *Le choix des documents* : La proximité et la distance à la « légitimité culturelle » ou au moins à la connaissance de ses impératifs de bon ton, les formes particulières de l'effort d'auto-éducation propres aux classes populaires et moyennes se manifestent dans le choix des documents AV comme on est accoutumé, par d'autres enquêtes, à les voir se manifester dans l'ensemble des pratiques culturelles. Prenons-en pour seul exemple les choix de carrousels : l'image ne change pas les orientations et les habitudes de classe d'un coup de baguette magique : 80 % des membres des classes supérieures qui ont visionné des carrousels — ce qui n'est pas leur pente — les ont choisis dans la catégorie « Art et Littérature » (contre 38 % et 22 % pour les autres classes). Les autres choix font voir l'orientation différente des classes moyennes (Histoire et géographie — Métiers et instruction civique) et de la fraction « sur-sélectionnée » et autodidactique des classes populaires que l'on rencontre en bibliothèque (Art et Littérature autant que Sciences et Techniques).

L'AV, LA BIBLIOTHÈQUE ET LE RESTE

Si les caractéristiques de l'utilisation de l'AV par les différents groupes sont liées à l'ensemble de leurs pratiques en bibliothèque, celle-ci ne constitue pas un univers culturellement clos : les comportements en bibliothèque ne prennent leur sens que restitués à l'ensemble des pratiques culturelles.

La bibliothèque a-t-elle une fonction de compensation culturelle pour les plus défavorisés ?

Les tableaux 7, 8 et 9 présentent pour comparaison la variation des indicateurs culturels plus sensibles à la variable du *niveau d'instruction*¹.

1. Dans ces tableaux les sujets en cours de scolarisation sont exclus pour homogénéiser le sens de la variable « niveau d'instruction ».

TABLEAU 7

L'ampleur des oppositions entre les adultes à scolarité primaire et les adultes à scolarité supérieure selon les pratiques culturelles

Les pratiques culturelles	% des « primaires » (a)	% des « supérieurs » (b)	Ampleur de $\frac{a}{b}$
% des personnes qui n'ont fait, dans l'année, qu'une sortie culturelle (théâtre, concert, exposition, musée...)	67	13	5,2
% des personnes qui n'ont aucun livre d'art dans leur bibliothèque	72	15	4,8
% des personnes qui possèdent moins de 100 livres dans leur bibliothèque	61	13	4,7
% des personnes qui préfèrent lire des romans d'évasion	20	7	2,9
% des personnes qui préfèrent les stations périphériques	40	15	2,7
% des personnes qui ne possèdent pas de musique classique dans leur discothèque	65	26	2,5
% des personnes qui préfèrent des films sans statut cinématographique	93	44	2,1
% des personnes qui préfèrent des ouvrages de « culture moyenne ».	88	58	1,5

TABLEAU 8

L'ampleur des oppositions entre les adultes à scolarité primaire et les adultes à scolarité supérieure selon l'usage de la bibliothèque

Les usages de la bibliothèque	% des « primaires » (a)	% des « supérieurs » (b)	Ampleur de $\frac{a}{b}$
% des personnes qui n'ont pas fait un usage documentaire de la bibliothèque	56	34	1,6
% des personnes qui se servent peu de la bibliothèque	51	35	1,5
% des personnes qui ne sont pas inscrites à la discothèque	64	46	1,4
% des personnes qui ne fréquentent pas la salle des périodiques	53	35	1,5
% des personnes qui ne lisent pas sur place	47	35	1,3
% des personnes qui demandent conseil au personnel	51	40	1,3
% des personnes qui n'ont pas de relation avec les autres usagers	67	58	1,2

TABLEAU 9

L'ampleur des oppositions entre les adultes à scolarité primaire et les adultes à scolarité supérieure dans l'usage du service AV

L'AV en bibliothèque	% des « primaires » (a)	% des « supérieurs » (b)	Ampleur de $\frac{a}{b}$
% des personnes qui, la première fois, n'ont pas visionné seules	72	29	2,5
% des non-usagers AV ne désirant pas le devenir	62	27	2,3
% des personnes non favorables à l'enregistrement d'émissions TV	47	24	1,9
% des personnes ne portant aucun jugement sur le nouveau service AV	72	45	1,6
% des personnes non favorables à un service de prêt à domicile de diapos	42	30	1,4
% des non-usagers du service AV	75	54	1,4
% des usagers AV qui ont visionné plus de deux documents	73	58	1,3
% des usagers AV très satisfaits de leur visionnement	57	35	1,6

1) Comment le niveau d'instruction différencie les pratiques culturelles en bibliothèque et au-dehors.

Le rapprochement des tableaux 7 et 8 montre que les plus fortes oppositions entre les adultes à scolarité primaire et les adultes à scolarité supérieure concernent les pratiques et les possessions culturelles hors-bibliothèque, et les plus faibles l'utilisation de la bibliothèque. Ceci ne saurait surprendre puisque la présence des moins diplômés en bibliothèque suppose une auto-sélection qui porte ces usagers à une utilisation compensatoire de cette institution. Cette fonction compensatoire et substitutive de pratiques pour eux difficiles ou impossibles (sorties culturelles, possession de biens onéreux ou liés à un fort capital culturel) les encourage et les spécialise dans l'usage le plus traditionaliste de la bibliothèque. Le service du prêt de livres est le seul où les usagers à scolarité primaire l'emportent sur les usagers à scolarité supérieure : 75 % d'entre eux ont emprunté plus de trois fois sur les deux derniers mois contre 66 % des autres.

2) La fonction compensatoire de la bibliothèque s'exprime-t-elle dans l'usage du service AV ?

Oui, dans la mesure où l'opposition entre « primaires » et « supérieurs » est, en ce qui concerne l'AV, d'un ordre de grandeur plus proche de celui qui sépare ces groupes dans l'usage de la bibliothèque que de celui qui les sépare dans d'autres pratiques culturelles, comme le montre le rapprochement des

tableaux 8 et 9. L'AV en bibliothèque fait participer tous ses publics de l'atténuation des inégalités culturelles telle que la promeut la bibliothèque. Mais le service AV n'a pas une fonction aussi directement compensatrice que le prêt de livres, sauf chez ses plus forts utilisateurs où les « primaires » sont plus représentés que les « supérieurs » (73 % contre 58 %). Lorsqu'ils passent à l'acte (nouvelle illustration du renversement de relation), les moins diplômés sont plus constants. Au contraire les plus diplômés davantage « essayeurs » (54 % de non-usagers chez les plus diplômés contre 75 % chez les moins diplômés) ont moins de persévérance et sont les plus critiques.

Quelle est la place de l'AV et, plus généralement, de la communication par l'image dans la communication culturelle ?

Ce sont ici les « analyses factorielles de correspondances » qui, en les situant dans l'espace construit par les relations entre toutes les réponses soumises à l'analyse, synthétisent le plus sûrement proximités et distances entre propriétés portées par les individus. Le résultat le plus constant que révèle l'examen des divers plans graphiques et des diverses analyses factorielles, c'est a) qu'il y a, selon les groupes, *autant de rapports différents à l'Image et à la communication visuelle qu'au Livre et à la lecture*, et b) *que l'AV en bibliothèque doit à ce statut d'être plus proche des pratiques « cultivées » que d'une « contre-culture »*. Retenons deux schémas simplifiés :

1) L'AV dans l'univers des pratiques cultivées

Dans un espace construit par un ensemble diversifié de modalités des pratiques culturelles et où apparaît le « croissant » classique d'une hiérarchie portée par les deux premiers axes, les rapports au nouveau service s'échelonnent, depuis les non-usagers réfractaires jusqu'aux usagers exclusifs de la vidéo, comme les formes croissantes de participation au privilège culturel.

L'usage de l'AV s'associe à la gradation des indicateurs socio-culturels depuis le pôle du non-équipement, de la non-pratique et de l'indifférence propres aux plus démunis jusqu'au pôle où se trouvent maximisées les possibilités d'accumuler (fortes discothèques et bibliothèques à domicile), les pratiques cultivées (cinéphilie, recherche photographique, sorties culturelles) et l'activisme social. La position des usagers exclusifs de la vidéo près de ce pôle les singularise par rapport aux usagers diapo proches de la culture moyenne et des classes moyennes.

2) L'AV dans l'univers des pratiques iconiques

Dans un espace construit par l'ensemble des indicateurs d'un rapport techniquement et esthétiquement investi dans la manipulation des images, *l'utilisation du service AV suit la même loi de gradation que ces pratiques, qui n'est contredite*

que par la courbe d'intensité de l'écoute de la télévision, laquelle, seule, fonctionne en sens inverse. On a d'autant moins de chances d'être usager du nouveau service qu'on est plus fort consommateur de TV. L'image n'est pas une : ce n'est pas par l'Image — dont la vertu serait celle d'une Idée platonicienne — que les images sont ce qu'elles sont, mais par ce qu'on en fait.

Des analyses plus fines font bien sûr apparaître à l'intérieur de ce premier partage un clivage second entre l'orientation vers les formes et les symboles de la culture traditionnelle (préférence pour le roman, thésaurisation de livres, etc.) et une orientation « moderniste » qui associe le souci de « coller » à l'actualité à la préoccupation de la qualité culturelle : c'est dans cette version modernisée du goût cultivé (accueillant par exemple BD, jazz et emprunt d'ouvrages documentaires) que vient se situer l'usage de la vidéo. Chez les tenants de la culture *new-look*, qui appartiennent tout autant que les tenants de la culture traditionnelle aux classes supérieures ou à ses fractions intellectuelles, l'œil n'a pas quitté la page mais il s'est « mis à la page » en regardant la vidéo.

La bibliothèque est-elle un espace de sorties et de contacts ou un lieu de recueillement ?

L'analyse de la diversité des publics et des usages qu'ils font des services de la bibliothèque ne peut conduire qu'à une réponse diversifiée. Entre les nombreuses sous-populations que révèle l'enquête, chacune avec ses inerties et ses convertibilités, le clivage le plus déterminant est sans doute celui qui oppose « séjournateurs » et « passagers », c'est-à-dire en gros utilisateurs du prêt et utilisateurs des services de longue durée, clivage qui ne recoupe d'ailleurs pas celui des « pratiquants réguliers » et des « pratiquants sporadiques ». Si la loi générale d'utilisation de la bibliothèque obéit à un *modèle cumulatif* (utiliser davantage un service augmente les chances d'utiliser davantage les autres), deux populations idéal-typiquement opposées qui échappent à cette loi ont un poids numérique non négligeable. Ce sont les groupes à *pratique dissymétrique* : 18 % des faibles emprunteurs — auxquels il faut ajouter les non-inscrits — utilisent souvent les salles de travail ; 37 % des forts emprunteurs ne les utilisent jamais. Ce sont aussi les groupes les plus contrastés par leur composition sociale. Il est à peine utile de répéter que ces deux groupes ont alimenté très différenciellement le service AV en usagers et surtout en forts usagers.

Derrière cette opposition des pratiques, on voit se profiler deux formes fondamentales du loisir qui s'expriment dans les postures comme dans les entretiens et qui reposent sur deux représentations opposées des espaces et des sociabilités de détente. L'école « inter-actionniste » de Goffman a souvent décrit l'opposition entre *l'espace public* des rencontres, avec ses modèles et ses techniques de prise de contacts, et *l'espace privé* des comportements domestiques ou solitaires avec ses symboles, ses habitudes

et ses protections. Pour certains groupes (scolaires ou classes supérieures ou moyennes), venir à la bibliothèque fait partie des sorties culturelles et participe de la recherche du contact social, alors que pour d'autres (surtout les retraités et les femmes au foyer) c'est d'abord venir chercher de quoi alimenter par le prêt de disques et surtout de livres l'occupation du temps domestique ou, au mieux, essayer de reconstituer dans la tranquillité de la bibliothèque l'analogie du cadre domestique de la lecture solitaire dans une sorte de « chez soi » légitime.

Qu'observe-t-on par la lorgnette d'une bibliothèque ?

Ce qui passe dans le champ évidemment. On ne voudrait pas donner à penser que les descriptions de groupes esquissées dans cette enquête pourraient être généralisées hors de la bibliothèque aux groupes de même nom. Ce ne sont pas les femmes — ni même les femmes au foyer — les jeunes, les retraités ou les différentes classes sociales qui livrent ici leurs orientations et leurs propensions, mais, dans ces différents groupes, les « prélèvements » différemment sélectifs et diversement échantillonnés qu'opère pour chacun l'inscription en bibliothèque ou sa fréquentation.

Si les attitudes et les comportements des classes moyennes ne sont pas trop infidèlement représentés en bibliothèque, puisque cette fréquentation s'inscrit, typiquement et statistiquement, dans leur portrait culturel, le « prélèvement » est particulièrement « biaisé » pour les classes supérieures qui n'y localisent que leurs pratiques culturelles les plus périphériques et, surtout, pour les classes populaires qui ne sont représentées que par une fraction dotée de traits très particuliers.

1) Si on ne le restitue pas à l'ensemble de leurs lectures et de leurs achats, le contenu des livres empruntés en bibliothèque par les membres des classes supérieures donnerait, comparé à l'emprunt des classes moyennes et surtout populaires, une idée totalement fautive de leurs orientations de lecture. Les membres des classes supérieures tendent en effet à réserver à l'emprunt en bibliothèque les ouvrages qu'ils n'estiment pas dignes d'être achetés : ayant pour fonction d'approvisionner à bon compte en lectures de délasserment, la bibliothèque ne livre ici qu'un *résidu* déformé de pratiques culturelles.

2) Les enseignants, au contraire, pour qui la bibliothèque constitue un lieu naturel de présence, y apportent telle quelle leur idéologie professionnelle, comme on le voit par leurs réactions à l'introduction de l'« ennemi audio-visuel » dans l'espace du Livre. La comparaison, tant au niveau des cadres moyens que des cadres supérieurs, entre les enseignants (instituteurs et professeurs) et les autres individus de même niveau social est révélatrice par un décalage homologue des pourcentages sur tous les items : toujours moins usagers de l'AV que les cadres dont ils font partie, plus souvent usagers tardifs, plus circonspects dans le nombre de visionnements, les enseignants se disent, plus que leurs homologues,

« insatisfaits » du contenu des films » : 17 % de « satisfaits » chez les instituteurs contre 32 % chez les autres cadres moyens ; 0 % de « satisfaits » chez les professeurs contre 20 % chez les autres cadres supérieurs. Les entretiens illustrent abondamment cette réserve voire ce dédain corporatif de la plupart des enseignants dès qu'on les met en présence d'un écran : l'idéologie de la plupart d'entre eux fait jouer au phantasme de l'agression de l'Écrit par l'Image un rôle essentiel dans la déploration éthique de la perte du « sens de l'effort personnel chez les jeunes ». Il ne s'agit évidemment pas de *tous* les enseignants mais l'indication statistique est claire : on a affaire à une *pesanteur professionnelle* inclinant la plupart au refus de l'AV.

3) Mais c'est pour les classes populaires que la bibliothèque constitue à la fois un filtre et un révélateur. Le taux de prélèvement, d'abord, particularise la fraction des classes populaires que l'on peut rencontrer en bibliothèque : alors que le poids des classes supérieures dans les bibliothèques municipales de l'échantillon est *trois fois plus important* que le poids de ces mêmes classes dans la population active des villes correspondantes, le poids des classes populaires est *moitié moindre* dans les BM qu'il ne l'est dans la population de référence¹. Cette inégalité sociale des « chances d'accès en BM » (qui est d'ailleurs d'un ordre de grandeur à peine moins fort que l'inégalité des « chances d'accès à l'Université » pour ces mêmes classes) produit évidemment une « sur-sélection relative » des entrants les plus improbables qui a des effets analogues à ceux que produit la « sur-sélection scolaire » des groupes les moins représentés au plus haut niveau de l'enseignement : il faut des *propensions plus intenses* ou un *profil culturel particulier* pour se retrouver là où ne mènent pas les pentes et les frayages les plus forts. Si, sur notre échantillon, les sujets d'origine ou d'appartenance populaires sont nettement plus jeunes que ceux appartenant à d'autres milieux, c'est que la probabilité d'entrer dans une bibliothèque suppose, quand on appartient aux classes populaires, les incitations et les facilitations institutionnelles de la scolarisation : *temps de l'école, temps de la bibliothèque pour les milieux populaires* ; ensuite c'est une autre histoire.

Chez les adultes (« actifs » des classes populaires) le *sérieux autodidactique* et les intérêts culturels propres aux membres de ces classes s'expriment directement dans les entretiens. L'échantillonnage « autodidactique » que procure, par le fait même, l'inscription des membres des classes populaires en BM permet d'ailleurs de préciser le profil de l'activisme culturel de l'autodidaxie populaire en même temps que d'y situer la place de la bibliothèque. Les *équipements collectifs* sont, en matière de culture, utilisés par les représentants des classes populaires d'une manière différentielle qui hiérarchise leurs fonctions de « redistribution de la culture ».

1. Sources : INSEE (recensement 1975) pour la population active et Ministère de la culture, Direction du livre (1977) pour la composition sociale des inscrits dans ces bibliothèques.

Si on prélève sur le questionnaire une gamme d'informations permettant de chiffrer, en ordre de grandeur, la sous-utilisation par les classes populaires de divers « services culturels » (plusieurs « services » de la bibliothèque, mais aussi « services hors-bibliothèque » comme la fréquentation de musées, théâtres ou concerts) et qu'on hiérarchise ces « offres » culturelles par l'écart entre le % des classes supérieures utilisatrices et le % des classes populaires utilisatrices, on voit que la sous-utilisation, souvent mesurée ailleurs, des équipements collectifs par les classes populaires est fort variable. Le service AV, par exemple, « redistribue » moins la culture entre les classes sociales que les autres services de la bibliothèque ; mais il la redistribue plus que les services hors-bibliothèque, comme, par exemple, le poste « musée-théâtre-concert » ou l'affiliation à des associations culturelles qui apparaissent comme de véritables « services réservés » (socialement s'entend). *Un seul service inverse ici le rapport favorable aux classes supérieures, celui de l'emprunt de livres en bibliothèque.* Autrement dit le % d'emprunteurs de livres est plus fort chez les inscrits populaires que chez les inscrits de classes supérieures. C'est bien le seul cas où s'affirme nettement la *fonction de compensation culturelle* assumée par l'offre de culture en bibliothèque. Mais c'est, il faut le répéter, la fraction des classes populaires sélectionnée par la venue en bibliothèque qui est, par son autodidaxie, le bénéficiaire et le support de cette compensation d'autres handicaps dans la lecture.

La bibliothèque est un excellent *observatoire* des pratiques culturelles, mais à condition de ne jamais oublier de localiser cet observatoire dans l'espace des pratiques sociales. Faute de quoi, l'illusion sociologique risque de se prolonger en illusion de politique culturelle. On touche du doigt ici la difficulté majeure de toute politique de démocratisation de la culture : *la redistribution des expériences et des biens culturels ne fonctionne pas aussi mécaniquement que la redistribution des revenus.* Il ne suffit pas d'offrir davantage en direction des moins bien lotis pour que ceux-ci reçoivent ce surplus dans les mêmes proportions.

POUR CONCLURE

Le plus sûr : l'entrée de l'AV à la bibliothèque n'est pas l'irruption de l'Armée de l'Image dans le Temple de l'Écrit. Pas plus que télévision, cinéma ou photographie hors de la bibliothèque, vidéo et diapo n'échappent entre ses murs aux jeux complexes des images, des fonctions, des appropriations. Le changement culturel passe par le dédale de l'histoire des pratiques, non par la substitution d'une « galaxie » à une autre, selon la voie céleste que lui balise McLuhan.

A voir ce qui subsiste aujourd'hui de la Querelle des Anciens et des Modernes qui eut en son temps dans les bibliothèques l'écho que l'on sait — mis en métaphores militaires ou en parodies homériques — on peut prévoir que le débat entre « culture du Livre » et « civilisation de l'Image » qui ressuscite ses argu-

mentations et ses anathèmes paraîtra un jour aussi suranné qu'au jeune lycéen la différence entre Corneille et Sophocle, Euripide et Racine, aujourd'hui confondus dans la grisaille des programmes.

Mais à trop avoir montré ce qui enchaîne la bibliothèque à l'imaginaire coutumier de ses utilisateurs et à la machinerie sociale qui la fait tourner à son rythme, comme le reste, n'a-t-on pas sous-estimé la nouveauté ? L'enquête sociologique serait-elle nécessairement pessimiste ou blasée ? Tout au contraire, puisqu'elle ne préjuge jamais de l'avenir. Dans son principe — qui fait son honnêteté — elle ne saurait, décrivant des commencements prévoir les aboutissements. A chacun sa tâche : au sociologue de faire voir le passé devenu structure et force de reproduction, à l'historien de montrer, *post eventum*, que rien ne continue jamais comme avant. Toute chiquenaude n'est pas une révolution, mais les révolutions sont — on ne le sait qu'après — des chiquenaudes qui ont tapé au bon — ou au mauvais — endroit de la structure. Si la bibliothèque enchaîne — comme toute « grandeur d'établissement » nous dirait Pascal — par des « liens d'imagination et de nécessité » ses usagers aux pratiques qu'elle gouverne et qui re-définissent à leur aune les pratiques nouvelles venues, nul ne sait ce que, toutes ensemble, elles feront finalement de la bibliothèque comme image et comme lieu.

Le principal intérêt de l'analyse sociologique réside dans son pouvoir de rappel : ne jamais oublier de voir le train du monde comme il va — et, si possible, mesurer sa vitesse, compter ses voyageurs et décrire le réseau. Non pour le plaisir de conclure qu'il n'y a décidément « rien de bien nouveau sous le soleil », mais pour dissiper l'illusion qu'un grain de sable pourrait suffire au déraillement ou le souffle d'un désir à l'aiguiller ailleurs. Il faut avoir scruté les chemins par où passent les pesanteurs sociologiques pour espérer les surprendre un jour en position de déséquilibre et faire tomber le fruit là où on a toujours rêvé. Deux rappels donc, qui ne sont pas pessimistes mais de simple stratégie.

D'abord, savoir qu'il est facile d'offrir, mais difficile de faire prendre ce qu'on offre par le côté que l'on tendait. L'illusion « urbanistique » ou « architecturale » tire aujourd'hui un regain de force de tout le poids social des producteurs et planificateurs d'espaces. Il est commode de croire qu'il suffit d'informer l'espace des pratiques pour former les pratiques. Platon, avant bien d'autres utopistes constructeurs de cités idéales, caressait déjà cette illusion dans *Les Lois*, lorsqu'il espérait former et garantir les bonnes mœurs ou l'esprit civique en détaillant le mètre des gymnases et des salles de banquet. L'espace à priori des architectes et des urbanistes ne produit pas miraculeusement les pratiques et les plaisirs qu'ils rêvent dans l'empyrée de leurs calques. Rien ne permet d'économiser la connaissance des itinéraires et des règles d'emploi, des images et des publics. La conformité des trajets aux sillons dessinés d'avance se voit toujours disputer l'appropriation significative de l'espace social par des cheminements venus d'ailleurs, détournements qui ont leur force parce qu'ils ont leurs règles.

Autre prudence, pour ne pas retomber sans cesse de très haut dans la déception : y regarder à deux fois avant de tout miser sur le dernier avatar de *l'optimisme diffusioniste*. On voit à chaque époque, le dernier-né des progrès technologiques redonner vie à l'espoir scientifique que *la multiplication des biens culturels ou leur accessibilité accrue vont opérer comme par enchantement le « salut culturel » des masses*, ou, à tout le moins, accélérer rattrapages et compensations capables de faire converger à terme l'ensemble d'une société dans la « culture légitime » d'aujourd'hui, véritable « point oméga » de tant de politiques culturelles. C'est, à coup sûr, prendre le problème par le mauvais bout, à tout le moins par le petit bout de la lorgnette. Aucune innovation technologique n'a jamais eu raison, par la seule grâce du médium, des inégalités culturelles produites et reproduites par le jeu bien rôdé des structures et des hiérarchies sociales : les caractéristiques techniques d'un moyen de communication ne pré-déterminent jamais ses effets sociaux au point d'exclure tout effet tenant aux rapports sociaux qui président à l'utilisation de cette technique.

Plus généralement, la « culture légitime » utilisée comme instrument « naturel » d'inspection et de cartographie des territoires culturels est une petite lorgnette dont l'effet le plus constant est de réduire au néant ce qui reste hors de portée de son pouvoir d'accommodation : les cultures populaires par exemple dont le sens positif ne devient négativité que par méconnaissance de leurs fonctions symboliques. « Non-usage, non-fréquentation, non-intérêt » avec quoi le sociologue et le politique disent ce qu'ils voient faire à ceux qui ne font pas « comme tout le monde » sont des mots qui disent surtout les abdications de leur *langage de description* du monde social. Après cela, la meilleure volonté culturelle ne peut que se casser les dents sur les « résistances » dont est pavée la réalité. Aucune bonne volonté pastorale ne remplace pour le missionnaire un peu d'ethnographie, s'il tient à propager sa foi. Un rien de conversion aux religions autochtones est encore

plus efficace, on l'a souvent vu. Il est vrai, on l'a vu aussi, que la Papauté a préféré perdre ses Jésuites de Chine que la pureté de la foi. Mais qui a jamais dit qu'en matière de salut culturel Rome fût tout entière dans la légitimité culturelle ou que les classes populaires fussent seulement terre de mission ?

Par là toute politique de « démocratisation de la culture » rencontre deux exigences, dont l'harmonisation réciproque n'est jamais donnée mais toujours à rechercher : la *didactisation de l'offre*, mais aussi son information par *l'autonomie et l'hétérogénéité des demandes*. Offrir des moyens de culture n'est pas offrir l'enrichissement culturel tant qu'on n'offre pas à tous les moyens symboliques et sociaux d'utiliser ces moyens. Mais cette deuxième offre est d'une autre sorte que la première qui tend toujours à enfermer le donateur dans l'aveuglement et la surdité de sa propre générosité : il lui faut accepter d'écouter ce que le donataire peut lui dire de sa propre culture, même et surtout quand il semble parler d'autre chose, bref de voir de la culture là où il est si commode et plus satisfaisant de ne voir que de la privation.

Transmettre des instruments c'est s'obliger à transmettre aussi la capacité et le goût de les utiliser. En matière de culture l'offre n'est efficace que si elle est en même temps acceptation et connaissance du *sens différent* que ces instruments peuvent prendre ailleurs. A défaut, le don qui n'aboutit qu'à glorifier la vertu du dispensateur acharné à offrir malgré le refus de prendre est pire par ses effets que le refus de donner. On sait ce qui advint à ce disciple taoïste — dont nous parle Maspéro — qui avait trouvé le Livre énonçant les préceptes d'immortalité mais qui, disait-il, avait dû se résigner à mourir, n'ayant jamais rencontré le maître qui l'aurait écouté assez longtemps pour apprendre que le disciple lui demandait, tout simplement, d'enseigner « la méthode pour se servir de la méthode ».

Jean-Claude PASSERON
CNRS et GIDES